

*François-Guillaume
Lorrain*
Vous êtes
de la famille?

r é c i t

A black and white photograph of a man in a dark suit, white shirt, and dark tie, wearing a fedora hat. He is looking down at a document or book he is holding in his hands. The image is partially obscured by the text on the right and has a blue tint.

À LA RECHERCHE DE
JEAN KOPITOVITCH

Flammarion

Vous êtes de la famille ?

François-Guillaume
Lorrain



Il connaît le quartier comme sa poche, mais cette plaque commémorative près de la Sorbonne, il ne l'avait jamais remarquée. « Ici est tombé sous les balles allemandes Jean Kopitovitch, patriote yougoslave, le 11 mars 1943. » Il n'en faut pas plus à François-Guillaume Lorrain pour se lancer dans une recherche effrénée autour de ce parfait inconnu. Quelle histoire se cache derrière ces quelques mots ? Des salles d'archives jusqu'au fin fond des Balkans, l'auteur poursuit sans relâche cet homme « minuscule » et, sur les traces des Serbes arrivés en France en 1916, se plonge dans le Paris des exilés de l'époque.

Héros ou simple victime ? L'enquête reconstitue obstinément une existence énigmatique foudroyée par le siècle. Dans cette quête de vérité, François-Guillaume Lorrain retrouve aussi en chemin une part de lui-même, rattrapé par ses propres fantômes et par les ombres que le passé projette sur nos vies.

François-Guillaume Lorrain est l'auteur d'une dizaine de livres parmi lesquels L'Homme de Lyon (Grasset, 2011), L'Année des volcans, Vends maison de famille (Flammarion, 2014 et 2016) et Ces lieux qui ont fait la France (Fayard, 2015).

Flammarion

Vous êtes de la famille ?

À la recherche de Jean Kopitovitch

Du même auteur

Romans

L'Élève troublé, Fayard, 1995.

L'Équipier, Fayard, 1997.

Les Enveloppes, Stock, 2015.

L'Homme de Lyon, Grasset, 2011 ; Le Livre de poche, 2013.

L'Année des volcans, Flammarion, 2014, J'ai lu, 2015.

Vends maison de famille, Flammarion, 2016.

Le Garçon qui courait, Sarbacane, 2017.

Essais

Prolongations, Castor Astral, 2002.

Les Enfants du cinéma, Grasset, 2011, Le Livre de poche, 2013.

Ces lieux qui ont fait la France, Fayard, 2015.

François-Guillaume Lorrain

Vous êtes de la famille ?

À la recherche de Jean Kopitovitch

récit

Flammarion

© Flammarion, 2019.
ISBN : 978-2-0814-3298-7

À tous les archivistes qui veillent sur nos mémoires.

« L'Enfer, c'est le passé, songeait Orphée
en allant chercher Eurydice. »

Jean Cocteau

« Et la traversée durera toute une année. »

Serge Gainsbourg

Prologue

Je croyais bien connaître la rue Monsieur-le-Prince. Cela faisait bientôt quinze ans que j'étais revenu vivre dans ce quartier de la Sorbonne qui avait été celui de mes études. Pourquoi m'être arrêté cette fois-ci ? Pourquoi avoir pris la peine d'examiner d'un peu plus près ce petit pan de mur et cette plaque devant lesquels j'étais pourtant passé si souvent ? Je l'ignore.

Paris est un royaume des morts, d'hier et d'avant-hier. Ils sont partout. Dans nos mémoires, dans les cimetières, et sur les plaques apposées sur les murs. Un tel est né ici... Là, tel autre a vécu... Dans cette maison est décédé... Leurs passages sont gravés dans la pierre, messages d'outre-tombe d'un *Who's Who* minéral et posthume qui fait chic, mais est un peu froid.

Comme tout le monde, je prenais note. Tiens, c'était donc là. Il faut bien naître, vivre et mourir quelque part. Et je poursuivais mon chemin. Mais ce jour-là...

Vous êtes de la famille ?

C'était le 16 février, je m'en souviens. Je venais de publier une chronique sur le 16 février 1941, jour où la SNCF avait proposé au gouvernement de Vichy, pour plus de commodité ferroviaire, de généraliser l'heure allemande sur tout le territoire français. Cette mise à l'heure traduisait les nouveaux liens étroits entre les deux pays. Au journal, je suis une sorte de « rétroviseur » : j'assure une éphéméride baptisée « Au fil du temps » dont je prépare les livraisons à l'avance. Le passé a cet avantage : tout a déjà eu lieu, on peut prendre les devants.

Ce 16 février 2017, donc, je revenais de la rue d'Assas où j'avais découvert l'existence d'une pension de famille, Les Marronniers, la dernière de la capitale. Un lieu délicieusement désuet qui m'avait incité à *prendre le temps* et à remarquer d'autres détails, comme ces deux plaques qui surplombent le porche du numéro 22 de la rue Monsieur-le-Prince. La première était dédiée au peintre Yves Brayer qui avait habité ici de 1936 jusqu'à sa mort, en 1990. Ce nom m'avait évoqué l'un de ces catalogues d'art qui traînaient au pied du lit de mes parents et que je feuilletais parfois en leur absence. Ma vue n'étant pas très bonne, j'avais dû me dresser sur la pointe des pieds pour déchiffrer, sur la seconde, les quelques lignes consacrées à Antonio de la Gandara, un autre peintre, qui avait résidé aussi à cette adresse. La cour intérieure décorée de sculptures et de fontaines semblait avoir conservé l'empreinte artistique de leur séjour.

Prologue

Derrière moi, on s'activait autour des tables de la crémérie Polidor. Le tournage d'un clip de Los Residentes, un groupe espagnol qui m'était inconnu, allait débiter. Des projecteurs s'allumèrent, diffusant une lumière blanche, artificielle, et après que le réalisateur eut fait signe aux musiciens qu'il était prêt, on me pria de sortir du champ. C'est alors qu'au croisement de la rue Monsieur-le-Prince et de la rue Racine, je l'aperçus.



Mon premier réflexe fut d'écarter cette photo sur laquelle plane mon ombre. Réflexion faite, celle-ci avait peut-être sa place.

L'inscription ne pouvait être plus limpide : à cet endroit précis, un homme était mort pendant la guerre, fauché par une rafale de l'armée d'occupation.

Vous êtes de la famille ?

En quoi ce faire-part me concernait-il ? Il commençait à dater. Quelque chose pourtant m'empêcha de poursuivre mon chemin, mais faute d'en connaître la raison, je me raccrochai à des détails. L'accent aigu de « tombé » qui avait disparu – avait-il jamais été gravé ? –, si bien qu'on lisait désormais un autre mot, tombe, tout aussi approprié. La date qui flottait, légèrement isolée, alors que le nom et le lieu, rédigés en lettres plus larges et plus foncées, se détachaient avec netteté. La scène n'était pas difficile à imaginer. Une détonation qui déchirait le silence. L'attroupe-ment. Une stupeur mêlée de crainte ou de colère. Puis chacun retournant à ses affaires, par peur ou lâcheté, par habitude ou résignation. Ensuite, seulement ensuite, le temps du souvenir ou de l'oubli.

Tandis que les accords mélancoliques de Los Residentes gagnaient la rue, je m'interrogeais : comment avais-je pu ignorer cette plaque jusqu'à présent ? Certes, elle n'était pas très visible, accrochée dans un tournant, moins haut que les plaques ordinaires. Comme s'il avait fallu l'abaisser d'un cran pour rendre compte de la mort d'un homme en pleine rue. Mais tout de même, et je m'en serais presque adressé le reproche, j'avais *mis à côté de la plaque*.

J'aurais fort bien pu ranger ce Kopitovitch au rayon de ces choses vues innombrables qui ne font pas long feu dans nos mémoires. Je n'ai jamais été un fétichiste des hommages ni des commémorations, encore moins des dépôts de gerbe. Tous ces FFI, par exemple, qui hantent nos murs, ces policiers ou ces simples civils tués au mois d'août 1944 ne suscitaient

Prologue

chez moi que peu de curiosité. Sans doute parce qu'ils racontaient, malgré la singularité de leur destin, la même histoire, celle de la Libération de Paris. J'y devinais les mêmes combats de rue, les mêmes escarmouches d'un immeuble à l'autre entre des Allemands livrant un dernier baroud d'honneur et des Français qui s'étaient fièrement insurgés avant l'entrée des troupes alliées. Tirs essayés depuis une fenêtre ou un toit, coups de feu échangés sur un trottoir ou de part et d'autre d'une barricade : les photos, les films avaient imposé une image d'Épinal qui ne m'incitait guère à gratter derrière chaque nom, à fouiller les circonstances ayant conduit un Marcel Raoul, un Dominique Manzino, un Victor Rastello, à mourir rue des Quatre-Vents, rue Séguier ou rue de Condé, le 21, le 22, ou le 24 août 1944, les armes à la main.

Pour Kopitovitch, à l'inverse, tout me parut insolite. Ces consonances slaves qui claquaient et que je m'empressai de déformer. Jean, ce prénom français si classique, au contraire. Et le plus troublant, cette date : 11 mars 1943. Au beau milieu de la guerre. Bien avant que les combats de la Libération ne provoquent l'apparition de centaines d'autres plaques sur lesquelles la mention du mois d'août 1944 reviendrait immanquablement. Le 11 mars 1943 flottait également dans le temps, surgie sans raison en plein cœur des années sombres. Un autre détail m'intriguait. L'origine yougoslave de cet homme, nationalité peu à l'honneur dans la Résistance française : des Polonais, oui, des Hongrois, des Tchèques,

Vous êtes de la famille ?

des Roumains, des Italiens ou des Arméniens, mais un Yougoslave...

Je n'irai pas jusqu'à prétendre que quelque chose clochait dans la juxtaposition de ces éléments – l'événement avait bien eu lieu « ici », comme l'attestait le premier mot –, mais ils composaient une alchimie singulière, faisaient entendre une note inattendue, presque fausse, qui résonnait comme le prélude d'un mystère à résoudre. Cette plaque exerçait déjà sur moi l'attrait d'un aimant. Son mort m'agrippait.

À force de relire la même phrase, celle-ci finit par se recouvrir d'un voile. Notre esprit médusé a perdu l'acuité du premier regard. Il en fut ainsi pour ces lignes gravées dans la pierre. Malgré leur clarté, leur précision digne d'un communiqué, elles s'obscurcirent progressivement, soulevant de nombreuses questions. Qui se cachait derrière ce nom de Kopitovitch ? Pourquoi avait-il provoqué une telle réaction de l'occupant ? Quel scénario s'était déroulé à cet angle de rues ? Et qui avait eu connaissance du sort tragique de cet homme pour avoir voulu perpétuer son souvenir de cette façon ? Chaque mot était une énigme, un abîme, une invitation à se pencher.

Cela a donc commencé par un étonnement. Une curiosité doublée d'une incompréhension. L'intuition aussi que dans cette histoire affleurant sur la pierre, quelque chose ne tournait pas rond. Comment pouvais-je deviner que ce message d'outre-tombe venait d'ouvrir une trappe dans laquelle j'allais basculer ? Et qu'au fil des mois, cette curiosité tournerait à l'obsession et à la rage ?

Impasses

0,45 seconde. L'ordinateur a eu besoin de moins d'une demi-seconde pour recracher les 72 résultats obtenus pour le nom de Jean Kopitovitch. Un score très médiocre. Comité du souvenir RATP, cercle généalogique de Maisons-Alfort, « *world's best photos of rue Racine* »... Je tombe même sur un joueur de football, Boris Kopitović, qui évolue dans la Superliga, le championnat de Serbie. L'habituel fatras d'occurrences qui traduit le chaos universel ou l'arbitraire absurde de nos mémoires numérisées. Quant à la plaque, on s'est contenté de la reproduire sans commentaire ni explication.

Les algorithmes ont cependant dépisté de vieux articles de presse. *Le Monde diplomatique* de juin 1995 : à l'occasion des 50 ans de la fin de la guerre, un ingénieur yougoslave rappelait le rôle héroïque joué par ses compatriotes dans la défaite du nazisme, ce qui lui inspirait cette réflexion : « Je me demande pourquoi nous avons eu plus d'un million de morts, pourquoi mon père a été fusillé par les nazis et pourquoi est mort l'homme dont le nom est

Vous êtes de la famille ?

gravé sur une plaque apposée rue Monsieur-le-Prince, à Paris. » Vingt-deux ans plus tard, je me pose la même question. Kopitovitch avait été également évoqué par un journaliste québécois qui soulignait la noblesse de son geste – lequel ? Il ne le précisait pas –, saluant ce martyr de la liberté pour mieux déplorer le tabou qui frappait celle-ci dans son propre pays. « Qui était-il ? Une petite recherche n'a rien donné », concluait-il.

Au royaume de la curiosité, nous sommes rarement les premiers. Quelqu'un presque toujours est passé avant nous. Mais pour Kopitovitch, la recherche a visiblement tourné court. Certains ont divagué, comme cet auteur d'un blog italien, intitulé *L'Armée des somnambules*, témoignant son respect devant les plaques de tués en août 1944 alignées place de la Concorde, ou devant celle de Jean Kopitovitch « qui a fait couler beaucoup d'encre au cours des premières années de ce siècle nouveau et turbulent, un siècle de la mémoire divisée et imposée ». Des allusions. Beaucoup de bla-bla. On n'est pas allé voir plus loin que sa plaque.

Le patriote yougoslave a donc simplement été effleuré, résumé à sa fin tragique, seule trace apparente que son existence aura laissée. Dans un monde qui proscriit les angles morts, où tout a été défriché, retourné et exposé en place publique, personne n'a daigné, semble-t-il, s'intéresser à ce pauvre Kopitovitch. Aucun ouvrage. Aucun article. Pas même une citation dans un livre d'histoire. Par quel mystère est-il passé entre les mailles du filet ? Et pourquoi alors vouloir le tirer du néant ?

Impasses

*

Il ne m'a pas fallu longtemps pour remarquer leur proximité. Kopitovitch et Malik Oussekine sont voisins de plaque. Juste de l'autre côté de la rue Monsieur-le-Prince se trouve celle, gravée sur le sol, de l'étudiant en immobilier tué le 6 décembre 1986, en marge de la manifestation contre la loi Devaquet. Il n'a pas été abattu comme le Yougoslave, mais « frappé à mort ». Par qui ? L'inscription ne le précise pas. Un procès a pourtant établi l'identité des coupables, deux membres du peloton voltigeur motocycliste (PVM) de la police. Si l'on ne sait rien de Kopitovitch, on sait tout du martyr des années 1980 venu mourir près de lui. Tout a été minutieusement reconstitué, tout est accessible, passé au crible des journaux et de la justice.



En vis-à-vis de la plaque de Jean Kopitovitch, celle de Malik Oussekine.

Vous êtes de la famille ?

Dès l'annonce de sa mort, des anonymes étaient allés déposer des fleurs et des messages. Le lundi suivant, près d'un million de personnes défilaient derrière des pancartes : « Ils ont tué Malik. » Le ministre de l'Éducation, Alain Devaquet, avait démissionné, François Mitterrand avait rendu visite à la famille, et Jacques Chirac estimerait plus tard qu'il avait perdu les présidentielles de 1988 à cause de l'affaire Oussekiné et de la jeunesse qu'il s'était mise à dos. Il est vrai que son ministre de la Sécurité, Robert Pandraud, avait eu cette phrase mémorable : « Si j'avais un fils sous dialyse, je l'empêcherais de faire le con la nuit. »

L'affaire Oussekiné, je l'ai vécue lycéen dans la proche banlieue de Paris. Je n'étais pas sous dialyse, mais j'avais eu interdiction *d'aller faire le con*. Si tu finis au commissariat, ne compte pas sur moi pour venir te chercher, avait prévenu mon père. Mes camarades de terminale m'avaient raconté ce que j'avais manqué.

Aucun article de presse de l'époque ne mentionnait qu'un homme avait jadis succombé à deux pas. À quarante-trois ans d'intervalle, on avait tué dans une rue de Paris, pratiquement au même endroit. Rue Monsieur-le-Prince, j'aborde quelques passants en lâchant le nom de Malik Oussekiné. Hochements de tête et airs entendus. Oussekiné est un nom de code. Une madeleine au goût amer des années 1980. Je me risque avec Kopitovitch. Kopito quoi ? Froncements de sourcils et haussements d'épaules. Comme s'il n'y avait pas de place pour deux martyrs.

Un local infirmier, ouvert en l'an 2000, occupe le rez-de-chaussée du 20, rue Monsieur-le-Prince. Là où Malik Oussekine a été frappé à mort, on dispense désormais des soins. Après un premier accrochage sur le mur, qui avait attiré des « expressions spontanées », autrement dit, des tags, la mairie de Paris, en 2006, a incrusté la plaque dans le sol. Pour certains, on a donné dans la plaque d'égout, pour d'autres, elle évoque la chute à terre de l'étudiant. Pour ma part, je préfère passer au large, sur le trottoir d'en face. Si j'ai remarqué Kopitovitch, c'est aussi parce que j'ai évité Oussekine.

*

Au 55 rue des Francs-Bourgeois, il y a la queue devant le Crédit Municipal. En plein quartier du Marais, je me retrouve en face du mont-de-piété. Des nécessiteux qui vivent dans l'urgence. Quelle est la mienne ? Un Yougoslave mort il y a belle lurette. Mais pour des raisons inexplicables, les guichets de la pauvreté cohabitent avec le département de l'Histoire et de la Mémoire de la ville de Paris, qui comprend un service consacré aux plaques commémoratives.

— On en compte plus de 3 000 dans la capitale, m'annonce Jean-Gabriel de Mons. Dont 1 300 dédiées à la seule Seconde Guerre mondiale.

Dans les années 1950, la mairie avait pris l'engagement d'entretenir les plaques relatives à cette période et depuis, elle les fleurit, chaque 8 mai, en confiant cette tâche à des étudiants. Voilà pourquoi ce haut fonctionnaire me reçoit après avoir identifié dans ses archives un

Vous êtes de la famille ?

dossier au nom de Kopitovitch. S'il s'étonne de ma démarche, il n'en montre rien, détaillant sur un ton neutre les tribulations de ce morceau de pierre. En mars 1994, une inspection décrivait une forte usure, une gravure « en partie disparue », un « premier champ » à refaire, ainsi que des éclats. Un œillet, fané, soulignait ce passage du temps. Kopitovitch avait mal vieilli.



La plaque, telle qu'elle apparaissait en 1994, dégradée par le temps.

Dans les années 1990, des centaines de ces plaques qui avaient été posées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale sont arrivées « en fin de vie ». Elles ont

Impasses

été remplacées par du *comblanchien*. Je me fais épeler ce terme étrange qui désigne une pierre non pas blanche mais beige de la Côte-d'Or, réputée pour son extrême résistance. Kopitovitch nouvelle version n'est plus mentionné jusqu'au 3 octobre 2002, date à laquelle une lettre atterrit sur le bureau de madame Odette Christienne, adjointe au maire chargée de la mémoire du monde combattant. Madame Christienne... Ce nom m'évoque soudain le souvenir d'un épais chignon noir de jais et un visage plein de sollicitude penché vers moi, un jour où je traînais ma peine sur les marches d'un escalier. Elle était alors la proviseure de mon lycée. Quinze ans plus tard, elle avait donc eu à prendre connaissance de la disparition de la plaque de Jan (sic !) Kopitovitch, signalée par un certain Claude Thiébaud, professeur de littérature à l'université d'Amiens, qui avait joint une photo montrant l'emplacement orphelin. Effectivement, Kopitovitch n'y était plus.



2002 : la plaque a disparu.

Vous êtes de la famille ?

La vigilance de cet homme s'expliquait aisément : il était né le 11 mars 1943 et depuis qu'il avait découvert cette plaque au début des années 1960, lors de ses études à la Sorbonne, il déclarait « venir vers elle comme à un rendez-vous ».

— Voilà, vous savez tout sur cette plaque, conclut Jean-Gabriel de Mons en refermant le dossier.

Il me semble au contraire que je ne suis guère plus avancé.

— Vous avez vu ?

Il fronce les sourcils. Je lui fais remarquer que les termes « Balles ennemies » ont été remplacés par « Balles allemandes ». Il m'apprend qu'avec le temps, on est devenu plus poli avec nos voisins et me cite l'exemple de la plaque du colonel Fabien où le mot « Boches » a récemment été effacé.

— Une plaque, c'est toute une histoire.

L'une de ces sentences qui servent à clore une conversation. Je n'en ai pas fini.

— Et Malik Oussekine ?

Il me remet le document se rapportant au vœu proposé par le groupe socialiste du Conseil de Paris et adopté en séance plénière. Telle est en effet la procédure à suivre quand la ville, et non un simple particulier, décide d'un hommage : une mise en délibération au sein du conseil municipal. Une plaque, ce n'est pas seulement du comblanchien, ce sont aussi des débats et des votes.

— Pour Malik Oussekine, on a veillé, me précise Jean-Gabriel de Mons, à ce que la dalle au sol soit

en granit et les lettres en laiton afin que la plaque résiste au passage des piétons.

Je prends note, soudain passionné par la politique parisienne des plaques commémoratives, dont j'apprends qu'elles font l'objet d'un inventaire exhaustif mené par une universitaire avec ses étudiants.

— Il est très probable, poursuit « Monsieur Plaques », que la vôtre soit d'origine privée comme la quasi-totalité de celles concernant des faits de guerre. Un particulier en aura eu l'initiative. Dans ce cas-là, la seule obligation consiste en une demande au préfet de Paris, qui rend un arrêté.

— Pas de délibération du conseil municipal, comme pour Oussekiné ?

Il secoue la tête.

— Où peut-on retrouver ces demandes ?

Il me faudra effectuer des recherches aux archives de Paris qui conservent les papiers du cabinet préfectoral. Mes épaules s'affaissent. Tout ça pour une plaque.

— Ah oui, j'oubliais.

Il ménage son effet.

— Au début du dossier, une date était mentionnée. Rouvrant celui-ci, il en tourne les pages :

— Où l'avais-je repérée ? Là... 7 novembre 1948. Le jour de l'inauguration très certainement.

Et comme s'il avait deviné ma question.

— De quel document provient cette précision, impossible de vous le dire.

Vous êtes de la famille ?

7 novembre 1948. Je tiens enfin un indice. Quatre ans après la Libération, des hommes et des femmes s'étaient réunis au croisement de deux rues pour honorer ce Kopitovitch. Mais pourquoi avoir attendu aussi longtemps ?

*

Je téléphone à Claude Thiébaud. On ne sait jamais. Le lien qu'il entretient avec Kopitovitch, mort le jour de sa naissance, l'aura peut-être incité à pousser la piété au-delà d'un simple pèlerinage. Il n'en a rien été. Ce spécialiste de Kafka s'est toujours contenté de retrouvailles furtives devant ce nom gravé en brun van Dyck dans le comblanchien.

Néanmoins, il ne manque pas de s'étonner d'être contacté quinze ans après son courrier. Plutôt que de lui répondre, je lui soumets une hypothèse : et si c'était lui, le voleur, qui avait signalé ensuite le larcin pour que la mairie procède au remplacement de cet hommage qui lui tenait tant à cœur ? Car pour desceller une plaque commémorative et l'emporter chez soi, il faut avoir une bonne raison. Il éclate de rire et me rappelle ce qu'il en coûte de dégrader un bien public : jusqu'à cinq ans de prison ferme. Non, je peux venir fouiller chez lui, je ne trouverai rien. J'essaie d'évaluer la sincérité, à l'autre bout du fil, de cet homme dont je connais seulement l'âge. Peut-être se méfie-t-il. Qui suis-je pour venir m'immiscer dans son compagnonnage avec Kopitovitch ?

Impasses

— Bon courage. Prévenez-moi si vous avez du nouveau.

Se moque-t-il de moi ? Je le lui promets pourtant, lui souhaitant même avec un peu d'avance un bon anniversaire.

Après avoir raccroché, mon esprit vagabonde vers la plaque. Je la vois comme une sorte de strapontin qu'aurait rabattu Kopitovitch avant de s'évanouir dans la nature. Désormais, il est partout et nulle part à la fois. *Et sa disparition ne fit pas plus de bruit qu'un pétale sous le pas d'une danseuse.* Pourquoi ce vers de Maïakovski que Lydia m'avait appris jadis me revient-il à la mémoire ? La mort de Kopitovitch aura toutefois fait un peu plus de bruit. Celui d'une balle. Sa commémoration aussi, très certainement, même si les échos semblent s'en être dissipés à jamais.

*

Jean-Gabriel de Mons m'avait tout de même glissé un nom. Charles Riondet. Cet auteur d'un ouvrage sur le Comité parisien de la Libération (CPL) est l'un des rares spécialistes des plaques commémoratives qui avaient fleuri en août 1944 sur les murs de Paris.

— Dès le 11 novembre 1943, rectifie ce jeune historien qui m'a donné rendez-vous à L'Européen, en face de la gare de Lyon où il a un train à prendre. Malgré le violent orage qui s'abat sur la ville, rien ne viendra nous déranger dans notre conversation.

Vous êtes de la famille ?

Riondet a effectivement retrouvé un tract clandestin du CPL, daté du 11 novembre 1943, qui invitait les Parisiens à apposer une plaque à l'endroit où avaient vécu les martyrs de la Résistance qu'ils avaient pu connaître. Ce mouvement avait pris de l'ampleur à la fin du mois d'août 1944. On avait collé des affiches, des bouts de papier ou de bois, écrit même à la peinture. Peu importaient les fautes d'orthographe, les inexactitudes, les paroles offensantes contre les Boches, on avait commémoré de manière immédiate et spontanée.

— Mais en 1948, où en est-on ?

Car je dispose de ce seul repère auquel je m'accroche comme à une bouée.

— 1948...

Charles Riondet agite le bras droit.

— La vague est terminée. Depuis 1946. Cette année-là, on avait renoncé déjà à ériger un vrai monument à la gloire du colonel Fabien.

— De toute façon, mon Kopitovitch est mort bien avant la libération de Paris et il était yougoslave. Qui pouvait bien s'intéresser à un Yougoslave en 1948 ?

— Il aurait pu faire partie d'un mouvement de résistance qui a mis du temps à reconnaître son action. Bien que 1948, ce soit vraiment très tard. Mais n'est-ce pas...

Je me frappe le front.

— L'année de la rupture entre Tito et Staline !

Tout en l'écoutant évoquer la présence de quelques Croates et Serbes parmi les FTP communistes, je tapote déjà sur mon téléphone portable.

— 28 juin. C'est la date officielle à laquelle la Yougoslavie a été exclue du Kominform. Les relations avec l'URSS se dégradent depuis des mois, mais ce jour-là, le parti communiste de Tito est condamné par Moscou pour dérive nationaliste.

— Entre cette rupture et la pose de votre plaque, il s'est écoulé quatre mois, constate Riondet.

Les deux événements sont-ils liés ? Le terme nationaliste que je viens de prononcer m'en a rappelé un autre, gravé sur la plaque, et que j'ai pour l'instant négligé : patriote. Souligner à l'époque ce patriotisme yougoslave était une manière de réaffirmer sur un mur de Paris l'indépendance d'un pays attaqué de toutes parts, en particulier par les communistes, depuis qu'il avait tourné le dos au grand frère soviétique.

— Vous pourriez appeler Élisabeth Pillet à la Commission du Vieux Paris.

Je lève les sourcils. Je n'associe cette institution qu'au sauvetage du Marais.

— Je viens de consulter des cartons qui n'avaient pas été classés et qui concernaient la pose des plaques après la guerre. Je ne me souviens pas d'un Kopitovitch, mais c'était avant que vous ne me contactiez.

Le départ de son train approche. Il répète le nom qu'il m'a donné. Élisabeth Pillet. Je comprends que je vais devoir passer ainsi de main en main, comme un témoin dans une course de relais. Élisabeth Pillet, c'est bien ça ? Il hoche la tête avant de s'élancer sous la pluie.

Vous êtes de la famille ?

*

Élisabeth Pillet m'a décrit le chemin qui menait à ses bureaux situés rue du Pré. Un nom trompeur. Je me retrouve coincé entre le boulevard périphérique et les voies de chemin de fer qui s'élancent des gares du Nord et de l'Est. C'est là, dans une tour d'une laideur qui laisse sans voix, qu'on a exilé l'institution qui depuis 1897 lutte contre la destruction de la capitale. Le Vieux Paris a perdu la partie. Mais pour Élisabeth Pillet, seul compte ce trésor, la mémoire architecturale et historique de la ville, quartier après quartier, dont elle me confie un petit morceau non inventorié. Kopitovitch y est peut-être enfoui quelque part. J'avance prudemment le nez au-dessus du carton. Une odeur indéfinissable s'en dégage, que j'attribue aux effluves du passé.

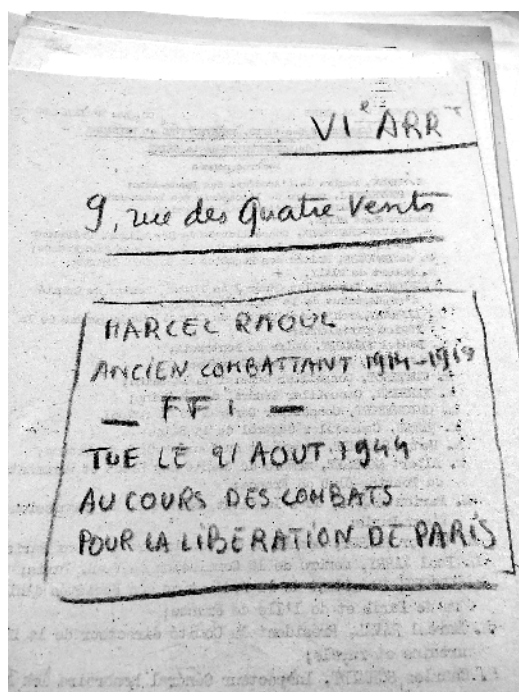
Après avoir découvert un courrier rédigé de la main du docteur Robert Proust, priant le préfet que la rue en hommage à son frère Marcel soit choisie dans le 16^e arrondissement, je déniche une liste des plaques relatives aux faits de guerre. Il date de 1957. Les initiatives « sauvages » s'étant multipliées, on a souhaité savoir à quoi s'en tenir. *Ici est tombé le 25 août 1944 à l'âge de 22 ans Robert Faille, croix de guerre.* J'ai remarqué cette plaque au 66, rue Monsieur-le-Prince. À présent, je procède à leur relevé systématique. Je ne vois même plus qu'elles. Je retrouve, dans le carton, Robert Moubre, FFI de 23 ans, tombé tout près, au n^o 2 de la rue de Vaugirard. Avec Kopitovitch, ces deux-là dessinent un

triangle funèbre dont le Yougoslave semble être le chaînon manquant.

Au fond du dossier, des dizaines de pages reproduisent le même inventaire présenté en colonnes : pétitionnaire, date de la demande, texte de l'inscription, emplacement. Ce tableau remonte cette fois à l'immédiat après-guerre. Le demandeur fut parfois le chef de bataillon FFI, tel ce commandant Fayon qui, dès le 21 octobre 1944, avait déposé un dossier en faveur du lieutenant Martinet (grille du Luxembourg, angle rue Auguste-Comte et boulevard Saint-Michel). Les familles s'étaient souvent manifestées, comme M. Guerre pour Paul Guerre, son frère ou son fils. Le lien était parfois plus obscur : Mme Arquembury, une habitante du 73 boulevard Saint-Michel, était la pétitionnaire du soldat André Lozet tué à cette adresse. Sans doute l'avait-elle vu tomber sous ses fenêtres ou bien avait-elle assisté à ses derniers moments en lui promettant (ou en se promettant) qu'on ne l'oublierait pas. La promesse avait été tenue.

Le carton contient également des brouillons rédigés au crayon de couleur. « 9, rue des Quatre-Vents : Marcel Raoul, ancien combattant 1914-1918, FFI, tué le 21 août au cours des combats pour la libération de Paris. » Le texte est entouré d'un cadre tracé à la hâte, d'une simplicité qui évoque celle d'un dessin d'enfant. Toutes ces plaques du 6^e arrondissement se trouvent à portée de fusil de celle de Kopitovitch, qui ne figure malheureusement pas dans le lot.

Vous êtes de la famille ?



Le projet d'une plaque posée juste après la guerre à proximité de celle de Kopitovitch.

Qui s'est occupé de son cas ? Un parent ? Une association ? Un voisin ? Il n'a pas été tué à la Libération, il n'entre donc pas dans la case principale. Mort en pleine guerre : ces circonstances font de lui un solitaire, et de sa plaque, une orpheline.

Voilà. Le carton est vide et mes doigts sont noirs de poussière. Élisabeth Pillet m'indique les toilettes. En me lavant les mains, je songe aux « heurtoirs », ces barrières SNCF censées empêcher un train de s'en aller sur des voies sans issue. Je me suis égaré, à moi de